

Les dangers d'une intervention en Syrie



<http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/08/26/10001-20130826ARTFIG00402-les-dangers-d-une-intervention-en-syrie.php>

Mis à jour le 27/08/2013 à 12:00 |

La chronique de Renaud Girard

Les gouvernements des quatre pays de l'Otan les plus puissants au Moyen-Orient - États-Unis, Turquie, Angleterre, France - réfléchissent tout haut à l'idée d'une action «de force» en Syrie. [Les images des enfants gazés de la Ghouta](#)¹ (oasis située à l'est de Damas) qui passent en boucle sur nos écrans ont déjà préparé moralement les opinions publiques. Aucune enquête indépendante n'a encore établi le camp responsable de ce crime abject. Mais le fait que même les Iraniens, alliés inconditionnels du régime de Bachar el-Assad, aient appelé à une enquête internationale signale qu'il est improbable qu'on ait affaire à une manipulation de la part des rebelles.

Aux côtés de ses alliés de l'Otan, la France doit-elle faire, sous une forme ou sous une autre, la guerre à la Syrie? Tel est aujourd'hui notre principal dossier de politique étrangère. Dans les interventions «humanitaires» de ce type, il y a toujours trois phases: l'attaque, la stabilisation, la reconstruction. La première phase ne pose jamais de grande difficulté, tant les armées des États occidentaux sont supérieures technologiquement à celle de la satrapie qui est attaquée.

Les problèmes apparaissent avec la deuxième phase. Une fois que le dictateur vilipendé a été tué ou fait prisonnier, il faut bien remplacer son autorité. Or, nous, les Occidentaux, nous ne savons pas stabiliser un pays en terre d'Islam. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé. Nos coûteuses et récentes interventions militaires en Somalie, en Irak, en Afghanistan, en Libye, ont-elles réussi un tant soit peu à pacifier ces contrées?

Tout se passe comme si les valeurs que nous cherchons à imposer lors de nos interventions «humanitaires» - la démocratie, l'État de droit, la tolérance religieuse, la liberté, l'égalité, la fraternité, etc. - ne parvenaient pas à franchir le mur de la civilisation musulmane. Est-elle intrinsèquement peu réceptive à ces valeurs ou est-ce le fait de notre maladresse congénitale? Les deux sans doute.

Au cas où nos alliés anglo-saxons se lanceraient dans une telle aventure, la France serait bien avisée de s'abstenir

La Syrie, nous, les Français, nous la connaissons bien. Nous l'avons occupée militairement de juillet 1920 à avril 1946. En vertu d'un mandat reçu de la Société des nations, nous devions inculquer nos valeurs républicaines à cette ancienne province ottomane pour la préparer à l'indépendance. Le Parlement que nous avons édifié et les élections que nous avons organisées n'ont pas convaincu l'intégralité de la population. Il y eut plusieurs révoltes, que nous avons réprimées dans le sang. Les 18-20 octobre 1925, le gouvernement français (qui est celui du «cartel des gauches») fait bombarder Damas, où la rébellion s'était étendue. Précision historique: la France n'a pas utilisé de gaz toxique dans cette action, mais seulement des obus explosifs classiques. Le gaz moutarde, c'est seulement l'Angleterre qui l'utilisa, dans le pays voisin, l'Irak, pour réprimer la révolte des tribus chiites en 1921. Heureusement pour le gouvernement de Londres, ni la télévision, ni YouTube, ni les smartphones n'existaient à l'époque, si bien que personne ne put s'apitoyer sur les convulsions des familles chiites, prostrées sous leurs tentes. L'officier britannique qui eut l'idée de faire bombarder par l'aviation les rebelles irakiens au gaz moutarde s'appelait le major Harris. Général d'armée aérienne vingt ans plus tard, c'est lui qui fit raser Dresde dans la nuit du 13 au 14 février 1945. Il a sa statue en plein cœur de Londres.

Un nouveau petit bombardement de Damas par nos troupes le 29 mai 1945 ne sembla pas améliorer la perméabilité des élites syriennes à nos valeurs républicaines et démocratiques. Après notre départ en 1946, un régime parlementaire

fonctionna quelques mois. Mais, bientôt, les coups d'État militaires succédèrent aux coups d'État militaires. Jusqu'à celui de novembre 1970, qui vit la confiscation définitive du pouvoir par la famille Assad.

Le précédent de l'Irak (où l'unité du pays a été détruite et où la greffe démocratique a été rejetée) dissuadera-t-il nos alliés anglo-saxons de commencer une longue guerre «humanitaire» en Syrie? On peut l'espérer. Au cas où ils se lanceraient dans une telle aventure², la France serait bien avisée de s'abstenir. Ne serait-ce que pour se consacrer à sa tâche de sécurisation d'un Sahel qui fut livré aux katibas islamistes après le renversement de Kadhafi, initié par Paris.

Il est vraisemblable que l'Amérique procède prochainement à des tirs de missiles de croisière contre des objectifs militaires du régime syrien. Ce coup de semonce peut ne pas être inutile, s'il relance l'idée d'une conférence de paix à Genève, où Iraniens comme Russes seraient parties prenantes. Car les meilleurs alliés de Bachar semblent eux-mêmes se lasser de la brutalité de sa répression. Et eux seuls pourront obtenir de la famille Assad qu'elle passe enfin la main à un gouvernement de transition. Nous-mêmes, nous ne pouvons plus faire grand-chose, car nous avons sottement fermé notre ambassade à Damas en mars 2012, ignorant que la diplomatie, cela sert à parler à ses adversaires, pas à ses amis.

La rédaction vous conseille :

DOSSIER SPÉCIAL - La révolte en Syrie³

INTERVIEW - Syrie - «Les preuves s'altèrent avec le temps»⁴

Bachar el-Assad: «Des accusations insensées»⁵



Renaud Girard

journaliste 24 abonnés

Liens:

- 1 <http://video.lefigaro.fr/figaro/video/syrie-images-insoutenables-des-victimes-de-l-attaque-chimique/2628232955001/>
- 2 <http://www.lefigaro.fr/international/2013/08/25/01003-20130825ARTFIG00174-syrie-obama-passe-ses-options-en-revue.php>
- 3 <http://www.lefigaro.fr/international/revoltes-arabes/syrie.php>
- 4 <http://www.lefigaro.fr/international/2013/08/26/01003-20130826ARTFIG00324-armes-chimiques-les-preuves-s-alterent-avec-le-temps.php>
- 5 <http://www.lefigaro.fr/international/2013/08/26/01003-20130826ARTFIG00246-bachar-el-assad-des-accusations-insensees.php>